Le Conseil,

Vu le rapport du 27 juin 1996, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Dans le cadre de la mise en œuvre du protocole d'accord du grand projet urbain de Vaulx en Velin signé le 6 mai 1994 entre la communauté urbaine de Lyon, la ville de Vaulx en Velin, l'Etat, la Région et le département du Rhône et de la convention d'application du contrat de ville du 13 juin 1995, le dispositif de partenariat mis en place (comité de pilotage politique) a permis de définir, de programmer et d'engager en com-mun les opérations de restructuration urbaine. Des actions de développement de la vie sociale sont en cours de réalisation ou le seront avant la fin de l'année 1996.

Dans ce contexte, les opérateurs et les structures de maîtrise d'ouvrage actuels poursuivent les mis-sions qui leur ont été confiées.

L'évolution récente de plusieurs projets importants entraîne les constats suivants :

- pour l'opération centre-ville, l'implantation de la moyenne surface alimentaire a nécessité la mise au point d'un nouveau plan d'aménagement de zone pour la ZAC et d'un bilan prévisionnel actualisé. La participation d'équilibre serait de 146 MF, dont 32 MF supplémentaires (au 31 décembre 1995) par rapport au bilan initial,
- le lancement de plusieurs opérations complexes de requalification urbaine sur plusieurs quartiers de grande taille (les Sauveteurs-Cervelières, le Pré de l'Herpe, l'Ecoin-la Thibaude) conduit à un engagement partenarial politique, financier et technique important,
- les réflexions engagées sur le devenir des copropriétés (notamment les Sauveteurs-Cervelières) et sur les actions de développement économique (requalification de centres commerciaux, implantation d'activités, trans-formations d'usages) montrent la nécessité de développer de nouveaux outils d'intervention (fonds d'acquisition, dispositif de garantie, etc.).

En conséquence, la volonté des différents partenaires d'assurer la cohérence des différentes opérations engagées et leur articulation avec le développement de la ville et de l'agglomération, la nécessité de mener de pair dans le grand projet urbain (GPU) les actions d'insertion sociale et économique, de diversification de la vie associative et de prévention de la délinquance, ont conduit à prévoir la mise en place d'une structure répondant à ces besoins.

Les collectivités locales et l'Etat s'engagent à assurer le financement du GPU dans le cadre de leurs contraintes budgétaires selon la programmation prévisionnelle indicative en ce qui concerne leurs propres par-ticipations et à rechercher la contribution optimale des autres partenaires.

Dans ce contexte, l'approbation, dans les meilleurs délais du PAZ, et donc du bilan prévisionnel, nécessite aujourd'hui, au-delà du protocole de mai 1994, un nouvel engagement financier de l'Etat sur 50 % des participations supplémentaires, soit 16 MF. L'Etat doit, par ailleurs, assurer sa participation à des projets inno-vants, en cours de mise au point sur les copropriétés et en matière de mixité de fonctions (activités, habitat, services). Dès lors, il convient de trouver le cadre approprié à cette implication de l'Etat dans des opérations qu'il considère essentielles à la réussite du GPU.

Le protocole d'accord qui vous est soumis prévoit la création d'une structure commune de conduite du grand projet urbain de Vaulx en Velin sur l'ensemble de son périmètre.

Les collectivités locales s'engagent donc à rechercher avec l'Etat les modalités de mise en œuvre de cette structure. Il s'agit de rechercher la plus grande efficacité possible dans l'engagement des opérations et dans la mise en œuvre des moyens budgétaires, techniques et humains, dans un cadre institutionnel nouveau respectant les compétences décentralisées tout en assurant conjointement une garantie de bonne fin à des opérations lourdes et complexes.

Cette structure agit sous l'autorité de son conseil d'administration qui réunira les autorités compétentes et deviendra le lieu privilégié de la prise en commun des décisions politiques et stratégiques nécessaires à la mise en œuvre du projet, comme à la garantie d'une cohérence entre le GPU et les autres actions publiques mises en place à l'échelle de l'agglomération, principalement dans les domaines de l'habitat, des transports et du développement social et économique.

Cette structure aurait la responsabilité de :

- la conduite générale du projet et des décisions opérationnelles, en assurant la pérennité des acquis en terme d'études, de diagnostics, de projets établis et de programmes d'actions déjà approuvés,
- la production d'un bilan consolidé des différentes actions relatives au GPU, qui constituerait un dispositif de garantie par rapport à l'évolution et l'adaptation des projets et ce, dans une organisation administrative offrant souplesse de gestion et rapidité d'exécution,
- l'exécution des opérations qui lui seraient dévolues par son conseil d'administration pour le compte de l'Etat ou des collectivités locales.

La mise en œuvre d'une telle structure devra intégrer une réflexion sur les autres champs de compétence sur lesquels les partenaires souhaitent la voir intervenir.

Jusqu'à la mise en place de cette structure, la continuité des actions engagées, tant dans leurs objectifs, leurs contenus que dans leurs modalités de mise en œuvre sera assurée, sur la base des dispositifs partenariaux actuellement en place ;

B - Propose d'approuver ce protocole d'accord définissant les engagements des différents partenaires pour la mise en place d'une structure commune de conduite du grand projet urbain de Vaulx en Velin et son financement tel qu'il lui a été présenté et de l'autoriser à le rendre définitif ;

Vu ledit protocole d'accord ;

Vu le grand projet urbain de Vaulx en Velin, signé entre la Communauté urbaine, la ville de Vaulx en Velin, l'Etat, la Région et le département du Rhône le 6 mai 1994 ;

Vu la convention d'application du contrat de ville en date du 13 juin 1995 ;

Où l'avis de ses commissions urbanisme, habitat et développement social et finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Approuve ce protocole d'accord définissant les engagements des différents partenaires pour la mise en place d'une structure commune de conduite du grand projet urbain de Vaulx en Velin et son financement tel qu'il lui a été présenté.

2° - Autorise monsieur le président à le rendre définitif.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,